

le Journal du congrès

À LA UNE / JOUR 1

Mise en place du 42^{ème} Congrès extraordinaire FNIC-CGT

Partie 1 (intro)

Bonjour à toutes et à tous,

En ce 21 mars 2022 et au nom de la direction Fédérale, j'ai l'honneur de mettre en place ce 42^{ème} congrès extraordinaire.

Ce congrès extraordinaire va nous permettre de traiter du document d'orientation que nous n'avions pas été en mesure d'aborder comme de coutume au moment de notre congrès ordinaire ; les contraintes administratives dues au COVID-19 ayant perturbé le 41^{ème} du 30 novembre au 02 décembre 2021. Certes les masques sont tombés, mais les menaces restent, et il est difficile de ne pas penser à toutes les travailleuses et travailleurs qui souffrent des guerres et dont leur chair et leur sang abreuvant depuis bien trop longtemps la terre. Bien entendu et comme nous sommes tous ici présents avec des esprits éclairés, il n'est pas question pour nous de dénoncer plus une guerre qu'une autre, mais bien de défendre la paix universelle entre les peuples. La vie d'un travailleur Ukrainiens n'a pas plus ou moins de valeur que celle d'un travailleur Russe, tout comme celle d'un travailleur Palestiniens, Yéménite..., chaque travailleur ou travailleuse qui tombent sous les balles, c'est un Camarade qui nous quitte.

Avant de vous présenter la direction Fédérale élue au 41^{ème} congrès, je tiens à remercier en votre nom tous et toutes les Camarades qui ont travaillé à la préparation et veillé au bon déroulement des 4 journées de travail qui vont suivre. Je vous propose de regarder le diaporama qui nous présente la direction Fédérale élue au 41^{ème}. Vous avez la liste à la fin du cahier du délégué, qui reprend le déroulement du congrès.

Partie 2 (l'hommage à nos Camarades disparus)



Je vous propose de consacrer un instant à l'hommage à nos Camarades disparus depuis notre dernier congrès, Camarades dont nous avons tous et toutes le devoir de poursuivre le combat.

Partie 3 (prise parole SG UD CGT 77)

Avant de donner la parole au Camarade Patrick MASSON, Secrétaire Général de l'UD 77, permettez-moi de vous présenter les Camarades qui seront avec moi en tribune : Danielle Sellier de Sanofi, Alain Schaab de Continental, Serge Allegre de Michelin et Secrétaire fédéral, Manu Lépine, d'ExxonMobil, et Secrétaire Général de la Fédération. Je profite aussi de cette occasion pour remercier de leurs présences nos invités internationaux en présentiel comme nos Camarades de Belgique, Maroc, Palestine,

...

Pays Basque Espagnol, Sénégal, Grèce, Portugal, et d'Italie. Je vous demande de saluer leur présence par des applaudissements... Merci, demain vous aurez l'occasion d'applaudir et remercier nos Camarades en Visio d'Argentine, Congo, Cuba, Inde, Liban, Philippines, et de Guadeloupe. Mon Camarade à toi la parole...

Partie 4 (les règles de vie du congrès)

Afin que ce congrès se déroule dans de bonnes conditions et dans le respect fraternel, nous devons respecter quelques règles de base que je dois vous demander de partager, comme :

Le respect de horaires,

Avoir des interventions en liens avec les thèmes abordés, Les interventions font l'objet d'une demande écrite faite sur les formulaires qui se trouvent dans votre sacoche.

Ce formulaire devra être déposé au secrétariat du congrès à côté de la tribune. Durant l'intervention garder en tête de faire des interventions courtes afin de donner la parole à un maximum de congressistes. Nous vous proposons 5 minutes max/intervention. Une fois votre intervention finie, faites un résumé de celle-ci pour la mettre dans le journal du congrès. Modalités de vote, les votes sont de deux types, à mains levée, et par mandats. La ou le président de séance, relève dans l'ordre, les « contres », les « absentions », et par pures règles mathématiques le ou la présidente sera en mesure d'en déduire les « pour ». Les résultats se mesurent à la majorité simple, les abstentions n'étant pas comptabilisées ; cela veut donc dire que le pourcentage se mesure sur le rapport contre/Pour.

Partie 5 (candidats aux commissions)

Commission Amendements : Y a-t-il des candidats dans la salle ? Oui Non.

Nous avons d'inscrits les Camarades suivant Christophe AUBERT (rapporteur) Françoise BARAN, Jean-remi BIONDI, Manu BLANCO, Cyril BUISSON, Mickaël CORGIER, Olivier GREVET, Muriel MORAND, Sylviane MOULIA, Pascal VERVELLE.

Y a-t-il des candidats pour intégrer cette commission dans la salle ? Oui Non.

On passe au vote, « contre », « Abstention »,

Commission Mandats et votes : Y a-t-il des candidats dans la salle ? Oui Non.

Nous avons d'inscrits les Camarades suivant Didier CHAIX (rapporteur) Florence BEZAUX, Ludovic BUFKENS, Jean-michel POUPON, Régine RUSCONI, Nathalie RESSIOT-HESLOT, Ludovic SEICKER, Eric SELLINI.

Y a-t-il des candidats pour intégrer cette commission dans la salle ? Oui Non.

On passe au vote, « contre », « Abstention ».

Partie 5 (contenu de la sacoche)

Après le vote des membres des commissions, je passe au descriptif du contenu de la sacoche du concretiste ; La sacoche qui est un sac à dos :

- Courrier Fédéral 599 (doc orientation)
- Statuts FNIC 41ème
- Nbr Voix/syndicat présent au congrès
- Règlement congrès
- Cahier délégué
- Demandes interventions (7 thèmes)
- Résumés interventions (7 thèmes)
- Voix des Industries Chimiques
- Militant
- On continue
- ECHO
- Calendrier Formations syndicale
- Crayon FNIC
- Les immortels (fusillés de chateaubriant)
- Livret Risques Chimiques
- Plaquette APGIS
- Gourde rouge en Alu FNIC
- Bracelet Egalité/Mixité

Partie 6 (Rapport d'actualité)

Maintenant que tous les Camarades ont pris connaissance du contenu de leur sac à dos, il est temps de laisser la parole à notre Secrétaire Général, Manu à toi la parole pour ton rapport d'actualité qui va sans doute être bien chargé.

Partie 7 (Place aux débats)

Merci Manu pour ce rapport, je laisse maintenant la place aux débats...

Partie 7 (FIN)

Merci à toutes et tous, pour votre attention et participation, et aussi pour votre indulgence pour les quelques imperfections de ce début de congrès. Avant de clore cette première séance, nous aurons demain à la tribune, présidente Sandie Kerfontain de Total, comme assesseur Muriel Morand de Biomérieux, Mickaël Corgier de KemOne, Eric Sellini de Total et Secrétaire Fédéral, Christophe Janot de Tristone et secrétaire Fédéral. Est-ce qu'il y a des objections... donc A demain 08H30 pour « notre rôle international fiche 1 et 17, pas la peine de vous rappeler que notre 1er règle est le respect des horaires... »

Accueil UD 77

Chers Camarades,

J'ai l'honneur et le plaisir de souhaiter aux délégués du congrès extraordinaire de la Fnic CGT que vous êtes, la Bienvenue en Seine-et-Marne.

Rares sont les congrès de fédérations qui se déroulent en Seine-et-Marne, aussi je tiens particulièrement, au nom des syndicats CGT, à saluer l'initiative de votre fédération qui permet aujourd'hui, de vous rassembler afin de débattre décider et agir.

Tout d'abord, comme le veut la tradition, je me permets de dresser un bref tableau du département qui comme son nom l'indique est sillonné par La Marne au nord et par la Seine du Sud au centre ouest.

Historiquement notre département était largement agricole, ponctué de productions qui feront un temps le prestige de notre département, sous l'ancien régime comme par exemple la production de verre dans le bassin de Nemours, la faïence de Creil Montereau ou le bleu de Provins.

De par sa situation géographique notre département a toujours été un lieu de commerce du fait de sa proximité avec la capitale et de ses voies navigables.

Comme dans tous les départements de France, la Seine-et-Marne est marquée, par les transformations des territoires dictées par le capital au détriment de la population, avec une particularité, c'est d'être dans la région capitale.

Le département de Seine-et-Marne, c'est 52% de la surface de l'île de France, 1,5 millions d'habitants soit 11% de la population régionale.

Le salariat est composé de 350 000 emplois privés, pour les 2/3 sur la frange ouest du département sur les territoires de Marne-la-Vallée, Senart, Pontault et Mitry Mory.

Vous êtes ici dans la partie Sud Est du département, dans la région du provinois dans laquelle s'exprime le plus les fortes inégalités territoriales du fait de la désindustrialisation, notamment.

Nous sommes ici sur le territoire de l'Union locale CGT de Nangis/Provins.

La Seine-et-Marne c'est aussi un département issu de la révolution et marqué de l'empreinte des luttes ouvrières.

Les premières formes d'organisation des salariés remontent au 16^e siècle avec l'organisation professionnelle des verriers de Nemours.

La première Union locale CGT est constituée en 1906 c'est celle de Montereau et l'Union départementale CGT de Seine et Marne en 1907, la même année que la constitution de votre fédération. La Seine et Marne, n'aura pas échappé à la révolution industrielle, avec le développement de l'emploi dans le secteur de matériaux de construction, les sucreries... puis plus tard l'industrie et notamment la métallurgie.

Dans les années 80 les choix se tournent vers le développement de la logistique, des villes nouvelles de Marne-la-Vallée et Senart, le tourisme avec la création du Parc Disney.

Comme ailleurs l'abandon de l'outil industriel laissera place à une désertification des territoires. Les syndicats de votre fédération ont contribué et contribuent encore, par leur luttes à la défense des intérêts du monde du travail, Je me permets d'en citer quelques-unes qui ont marqué le paysage social et contribué à l'élévation des consciences.

- Dans la branche médicament, ce sont Les luttes contre la fermeture de Mitrychem en 2015 et le rachat de Céphalon à la fin de la même année, qui ont remis sur la place publique la nécessité de production de médicaments en France. « La découpe par appartement » de la filière pharmaceutique résonne encore aujourd'hui, du fait de la crise sanitaire. La question de productions industrielles pour répondre aux besoins et relever l'autonomie productive en Europe et en France est plus que jamais d'actualité du fait de la guerre tragique qui se mène aux portes de l'europe.

- Dans un autre registre, celui de la lutte pour les salaires et la sécurité industrielle, nous ne pouvons que saluer, les luttes des camarades de La Cooperative pharmaceutique de Melun. En effet en 6 ans, 3 luttes importantes se sont déroulées sur les sites seine-et-marnais, à chaque fois l'inventivité et la détermination des salariés en lutte et du syndicat CGT ont permis, par des actions de blocage du site, de gagner sur les revendications. Aujourd'hui les camarades sont largement occupés sur la question des conditions de travail et

de la sécurité industrielle imposé par un groupe toujours plus avide de profit.

- Enfin nous ne saurions être complets sans saluer les luttes des raffineurs de Grandpuits, tout d'abord celle de 2010 contre la réforme des retraites, avec un bras de fer avec le patronat et l'état sur la question de l'approvisionnement des stations essence en Île-de-France. Les raffineurs ont largement contribué à faire connaître, à l'international, notre lutte hexagonale.

- Plus récemment, l'annonce de la fermeture des unités de raffinage de Grandpuits a ouvert sur notre territoire l'ère du GreenWashing, par lequel les grands groupes utilisent la question écologique comme prétexte pour délocaliser les productions vers des pays à bas coûts et aux normes environnementales moins contraignantes, tout en proposant la transformation du site en usines « zéro pétrole ».

Le cynisme patronal est à son comble, la question écologique doit aussi traverser notre CGT. Sans rompre avec nos valeurs nous devons, par nos propositions nous démarquer de l'image productiviste que certains essaient de nous coller.

Je tiens à saluer la lutte de nos camarades de Grandpuits, qui ont su, dans la période COVID :

- maintenir le rapport de force,
- combattre à la fois le plan de fermeture et améliorer les conditions de départ,
- Porter la question de la sécurité industrielle
- porter la question écologique sans l'opposer avec les intérêts des salariés, tout en mettant sur pied un projet complémentaire à celui de Total, répondant aux besoins de la nécessaire transition écologique.

Cette démarche mise en œuvre est certainement aussi, le fruit des enseignements des luttes passées.

Ce qui nous a manqué et ce qui nous manque encore, c'est une forte activité interprofessionnelle en territoire pour mieux porter les luttes et alternatives CGT.

Cette question tient à la fois de l'engagement de nos syndicats dans les unions locales mais aussi de notre capacité à travailler mieux entre professions et interpro.

Dans une période de forte tentation de diviser le monde du travail, il est important de conserver une CGT unie et combative. Pour cela nous devons principalement travailler ce qui nous rassemble à savoir la lutte contre l'exploitation, l'élévation de la conscience de classe et la construction du rapport de force.

Je ne doute pas que ces questions (et bien d'autres) seront au cœur des débats de votre congrès qui, sans en douter contribuera à l'émergence de nouvelles luttes.

C'est pourquoi sans plus tarder je me permets de vous souhaiter, au nom des syndicats CGT de Seine et Marne, de bons débats et un excellent congrès.

Vive le congrès de la Fédération nationale des industries chimiques CGT !

Vive La CGT !



RAPPORT INTRODUCTIF

42^{ème} CONGRÈS EXTRAORDINAIRE

Chers Camarades bonjour,

Nous voici enfin réunis physiquement en Congrès, après le report du 41^{ème} congrès prévu initialement en mars 2020, et après sa tenue en visioconférence en décembre 2020. Il y a un peu plus d'un an, date à laquelle a été élue une nouvelle direction fédérale renouvelée à environ 40 %. Ce 42^e congrès est extraordinaire, car la direction fédérale ne fera pas l'objet d'une nouvelle élection, comme l'a décidé le CEF en convoquant ce Congrès, et comme le prévoient nos statuts et de notre existence en tant que fédération de Syndicats.

Le Congrès est souverain dans le cadre des statuts. C'est donc, fait unique, avec une direction fédérale qui continue d'exercer son mandat que ce Congrès se réunit sur les questions d'orientation politique syndicale de notre Fédération, qui doivent nécessairement être débattues à la lumière de l'orientation générale de la société dans laquelle nous vivons. C'est pourquoi ce rapport introductif existe. En général, toute réUnion syndicale, à tous les niveaux, doit démarrer par un rapport de situation générale qui replace notre action et notre organisation, dans le contexte de l'entreprise, de la profession, et le contexte National et interNational. Les secrétaires de syndicat qui le souhaitent peuvent, pour rédiger ce type de rapport, s'appuyer sur les nombreux écrits produits par la fédération. Les articles que l'on trouve dans Le Militant, le tract « clé en main » édité deux fois par mois, ou encore, l'édito de La Voix des Industries Chimiques, une publication qui, je le rappelle, a vocation à être distribuée aux syndiqués le plus rapidement possible, et non à rester empaquetée dans les locaux syndicaux, mais bien entendu, cela, on ne le voit jamais.

Camarades, le contexte général de notre société est à la fois immuable et à la fois, il connaît des bouleversements importants. Il est immuable car ce sont les rapports de production Capitalistes qui continuent à régir les rapports sociaux dans notre pays et au niveau interNational, ainsi qu'à chaque niveau des strates sociales, et à s'imposer à chaque travailleuse et travailleur et dans l'entreprise et dans sa vie quotidienne.

La société Capitaliste c'est celle qui détruit les collectifs, qui isole les individus vus comme des agents économiques libres et indépendants, mais en réalité isolés les uns des autres, face à un système qui les broie. Notre but en tant que militants et militantes de la CGT, c'est de tisser les liens humains et sociaux, les liens avec l'environnement dans



lequel nous vivons, tous ces liens que le Capital détruit ou déconstruit chaque jour en prétendant que les seules interactions qui vaillent entre les êtres humains sont les rapports marchands.

Tout ceci est immuable et constitue le fondement permanent du monde bizarre et violent dans lequel nous évoluons. Et si le contexte économique, social ou politique semble se modifier en permanence, c'est sans jamais remettre en cause ce fondement du Capitalisme, qui est un système archaïque, à savoir l'exploitation supposée infinie de l'Homme et de la nature pour alimenter un cycle sans fin d'accumulation.

Sur ces bases permanentes, le contexte politique qui évolue, c'est aujourd'hui la guerre en Europe.

Pour autant, une guerre ne devient pas une guerre le jour où les médias décident de nous la montrer. La guerre en Ukraine n'est ni un coup de tonnerre dans un ciel clair, ni malheureusement un conflit plus terrible que ce qui existe par ailleurs. En effet, jamais les médias ne se sont autant enflammés pour les milliers de morts du Donbass depuis 2014, victimes du nettoyage ethnique des forces armées et milices fascistes Ukrainiennes. Ils ne se sont pas enflammés pour la Palestine, le Yémen, le Soudan, l'Irak, l'Afghanistan, ni la Libye que nous avons bombardés, nous les Français, sans aucune justification. J'en oublie, la liste est longue. Combien de couloirs humanitaires vers l'Europe ont été ouverts pour les réfugiés Libyens ou Syriens ? Zéro ! Pour des dizaines de milliers d'entre eux, c'est la noyade de familles entières, filmée en technicolor alors que Zemmour et Le Pen grognent contre une supposée invasion migratoire. D'ailleurs aujourd'hui, l'Europe accueille volontiers les réfugiés Ukrainiens blancs, les autres moins. Ceci alors qu'il

y a trois semaines encore, monter dans un avion sans passe vaccinal faisait de vous un assassin bactériologique.

Quelle couverture médiatique pour la guerre silencieuse, et ses dizaines de milliers de morts, qu'on nomme pudiquement sanctions économiques, que l'Occident inflige aux peuples du Venezuela, de Cuba, d'Iran ? Et combien de manifestations à brandir le drapeau yéménite pour dénoncer les crimes de la coalition entre l'Arabie Saoudite et les Etats-Unis, et qui ont fait à ce jour 377 000 morts selon l'ONU ? Combien de débats télévisés sur l'occupation Française au Mali et au Niger et son lot de misère destructrice pour y perpétuer le pillage de l'uranium ?

« **La première victime d'une guerre est toujours la vérité** », nous dit Rudyard Kipling. En temps de guerre, il n'y a plus d'information, seulement de la propagande. Et ceci, dans tous les camps, pas uniquement de la part de Russia Today que l'Union Européenne a censuré, une première depuis longtemps. Et si le scandale de l'attaque Russe est total en Occident, rien de tel dans le reste du monde.

Depuis 75 ans et la fin de la Seconde Guerre mondiale avec ses plus de 40 millions de morts, l'Europe est gavée jusqu'à la gueule d'armes nucléaires, thermonucléaires et nous le savons dorénavant de 15 laboratoires US installés en Ukraine et aussi ailleurs parmi les 330 installations d'armes chimiques et bactériologiques que les américains revendiquent à travers le monde. Dans son écrasante majorité, le personnel politique Français, y compris à gauche, comme à droite et à son extrême pousse à la guerre à outrance.

Camarades, la guerre en Ukraine est un affrontement entre les bourgeoisies des pays concernés, Européennes, Etasuniennes et Russes. C'est un conflit entre impérialismes qui, comme le rappelait Lénine, forment le stade suprême du Capitalisme.

La guerre en Ukraine n'est pas notre guerre, c'est comme précédemment « leur » guerre. Dire cela, n'est pas pousser à un pacifisme benêt, c'est être conscient que ce ne sont pas les classes ouvrières Russes, Ukrainiennes, ou Européennes, qui s'affrontent.

Zelensky le Président Ukrainiens élu sur un programme jeune et moderne comme Macron, est un riche oligarque dont le principal mentor est le milliardaire Kolomoisky, financier des milices néo-nazies de la division Azov. Il n'a rien du héros isolé et retranché que les médias de propagande nous présentent. Corrompu comme ses prédécesseurs il est impliqué dans l'affaire des Pandora Papers aux côtés du roi Juan Carlos, de Tony Blair et Dominique Strauss Khan.

Et Poutine le milliardaire ennemi de la classe ouvrière Russe, est celui qui a déclenché la guerre en Ukraine. Il est responsable de l'ouverture des hostilités et a désormais le sang des Ukrainiens sur les mains.

Si on analyse la situation comme on doit le faire comme militant de la CGT, les autorités Russes ont été poussées

à agresser l'Ukraine depuis 25 ans par maintes agressions verbales, écrites et concrètes. Ces agressions s'inscrivent dans l'ambition Etasunienne affichée, assumée, de conserver sa suprématie mondiale ainsi que dans la veulerie Européenne.

Rappelons la responsabilité des Etats-Unis et de leur outil l'OTAN, dans le déclenchement de cette guerre. Outre l'expansion continue vers l'Est de l'Europe, de l'OTAN, au mépris des promesses faites, l'administration Trump a torpillé en deux ans trois textes internationaux : le traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire de 1987 signé par Reagan et Gorbatchev, le traité Ciel ouvert de 2002 et le compromis de Vienne sur le programme nucléaire Iranien. Ces remises en cause n'ont été en rien remises en cause par Biden.

A cela s'ajoute l'arrêt des discussions sur le renouvellement du traité Américano- Russe New Start, conclu en 2010 pour une durée de dix ans, et la menace réciproque de reprendre des essais nucléaires en violation du moratoire international de 1996. Mentionnons aussi la dénonciation unilatérale par les USA, dans l'émotion qui suivit les attentats du 11 septembre 2001, du traité ABM sur les missiles antimissiles balistiques, qui structurait depuis 1972 l'équilibre de l'arsenal nucléaire stratégique entre les États-Unis et la Russie.

C'est le régime de contrôle des armements post-guerre froide qui a vacillé sous les assauts répétés de la Maison Blanche. À cela s'ajoute le sabotage des accords de Minsk de 2014/2015 qui engageaient l'Ukraine, la Russie, les Républiques du Dombass, la France, l'Allemagne. Quels que soient les qualificatifs employés pour décrire la guerre Russe en Ukraine, quelles qu'en soient les conséquences, une chose est sûre : elle était inévitable.

Les sanctions économiques qui ciblent la banque centrale Russe, Bruno Lemaire, roquet des Etats-Unis, proclamant ouvertement son objectif de « ruiner la Russie », auront des conséquences incalculables. Confisquer les réserves étrangères Russes et la coupure de SWIFT vont accélérer la dédollarisation de l'économie mondiale.

Oui le rouble a plongé. Il y aura de nouveaux taux de change



mais voyons bien que cette situation inédite a encouragé et accéléré la dédollarisation qui était déjà en œuvre. De nouveaux instruments monétaires se mettent en place en particulier à l'initiative de la Chine et le Yuan a dorénavant surpassé le yen japonais comme 4^e monnaie mondiale pour les échanges. D'autre part, c'est à la Russie de décider si elle doit vendre son blé à l'Asie occidentale, qui en a besoin, ou arrêter de vendre du gaz à l'Europe. Cela tombe bien, les Etats-Unis veulent vendre leur gaz à l'Union Européenne et en particulier à l'Allemagne et son industrie. Et oui, les industriels et les commerçants Européens dépendent de l'énergie Russe. De nombreuses banques Russes sont déjà connectées au système CIPS de la Chine, indépendant de SWIFT, et si quelqu'un veut acheter du pétrole et du gaz Russe avec ce système, le paiement doit être effectué dans la monnaie chinoise, le yuan.

La conséquence de cette politique de sanctions suscitées par les Etats-Unis, c'est le rapprochement géopolitique de la Russie et la Chine, ainsi que l'Iran et l'Asie centrale, c'est aussi maximiser le prix de l'énergie et des matières premières, dont les matières premières alimentaires.

Pendant que les multinationales de l'armement et du pétrole se remplissent les poches, ce sont les peuples et les travailleurs, notamment en Europe et en France, qui vont subir les impacts dévastateurs de cette accélération, nous n'en sommes qu'au début. Dans ce contexte, certains, y compris dans nos rangs, sont tentés de hurler avec les loups, de punir Poutine à l'appel de Macron. Poutine est l'ennemi de la classe ouvrière Russe, Macron est l'ennemi de la classe ouvrière Française, c'est notre ennemi. Notre rôle est de combattre le Capital dans notre propre pays, et non de tomber dans le piège tendu de « l'Union sacrée » pour participer à l'affrontement des classes dirigeantes entre elles.

La Confédération Européenne des Syndicats, à laquelle est affiliée la CGT et qui a pour président Laurent Berger, a appelé non pas à l'action pour défendre le pouvoir d'achat mais à « accroître les sanctions envers l'envahisseur » Russe ce qui entraînera de lourdes conséquences en France pour le monde du travail. Il n'est ni étonnant, ni nouveau, de voir la CES accompagner les choix politiques des classes dirigeantes Européennes, réunies au sein du cartel Capitaliste qu'on nomme l'Union Européenne, y compris quand ces choix sont frontalement contraires aux intérêts des travailleurs. Pour mémoire, cette organisation la CES, bénéficie de dizaines de millions d'euros de subventions sur les lignes budgétaires de la Commission Européenne, outil du Capital, à hauteur de 75% de son budget. On ne mord pas la main qui vous nourrit.

Au contraire de cela, je rappelle les conclusions de notre conférence interNationale pour la Paix, que la FNIC a organisée dans le patio de Montreuil en décembre 2018 : Face à la guerre qui est avant tout économique, que fait-on pour préparer la paix ? La paix économique. La question posée, c'est celle du choix entre la compétition, la concurrence entre les personnes et les Nations, ou le choix de la solidarité et de

la coopération. Construire la paix, dans un monde dominé par les rapports sociaux Capitalistes, passe nécessairement par la construction de la paix économique.

Camarades, c'est là que se situe notre action syndicale car la paix économique, c'est notre affaire. C'est l'objectif de la classe des producteurs de richesses que nous sommes. Nous voulons la paix économique. Nous voulons la coopération entre les peuples et non la concurrence. Nous voulons la réponse aux besoins pour toutes et tous, et non le développement des inégalités. Je pense ici à l'action exemplaire des travailleurs de l'aéroport de Pise en Italie, et leur manifestation d'avant-hier 19 mars, à l'initiative de l'USB pour dénoncer les détournement des convois humanitaires qui sont en fait utilisés pour transporter des armes.

La guerre en Ukraine et son corollaire, la guerre économique, nous devons la combattre. Cela veut dire ne participer en rien à la guerre impérialiste des bourgeoisies entre elles. Cela veut dire refuser la « paix sociale » d'un peuple derrière son chef de guerre, refuser « l'association Capital/ travail », et le « dialogue social » avec les classes dirigeantes en guerre. Il ne faut rien de ces institutions que propose le Capital qui nécessite justement qu'il y ait des riches et des pauvres. Ce qu'il faut, c'est mener une impitoyable lutte des classes.

Considérons Macron et son plan de « résilience ». La définition de ce mot abscons est la suivante : « Capacité d'un système à continuer de fonctionner malgré des déficiences, ou à rebondir après un traumatisme ». Ainsi, Macron engage un plan qui permettra au système économique de continuer de fonctionner, au profit d'être générés, malgré les impacts de la guerre économique que nous menons contre la Russie. Autrement dit, un plan d'austérité comme on n'en a jamais vu en temps de paix, soit ces 75 dernières années, ceci sous prétexte d'une guerre qui est en réalité un choc des impérialismes.

Quelle sera notre riposte collective face à cette nouvelle attaque sans précédent ? Allons-nous nous résigner et dire « non, ce n'est pas le moment de revendiquer, quand des enfants Ukrainiens ou du Dombass meurent sous les bombes Russes » ? Allons-nous courber l'échine, considérant que tout syndicaliste qui combattra ce plan d'austérité et ses conséquences néfastes pour le monde du travail, sera accusé, donc jugé par avance, comme traître à la patrie, agent de Poutine, indigne de la qualité de citoyen français ?

Si la FNIC-CGT dit non à la guerre, c'est pour combattre cela. Car quand la guerre est là, plus aucune revendication n'existe : pas question de revendiquer du salaire en temps de guerre, ni des conditions de travail ou de la retraite. Il n'y a que la guerre ! Je pense à Pierre Monatte, créateur de la Vie Ouvrière et infatigable dirigeant syndical contre la guerre, qui démissionna en 1914 du bureau confédéral de la CGT qui s'était fourvoyé comme aujourd'hui, dans l'Union sacrée.

Nous devons rejeter cette guerre pour ce qu'elle est, un moyen d'une violence inouïe mis en place par le Capital pour résoudre ses contradictions, pour cela nous devons

poursuivre et intensifier notre lutte de classes.

Toute cette analyse est bien sûr soumise au débat du congrès. Cet exposé international par nature incomplet ne saurait passer sous silence le martyre de nos sœurs et nos frères Palestiniens, la dignité exemplaire de nos Camarades cubains et le combat des travailleuses et travailleurs et du monde qui luttent contre le Capital. Pour ne pas être trop long, nous aurons demain l'occasion de développer ces aspects internationaux de la situation au cours de notre séance internationale.

J'en viens à la situation en France et en Europe.

En France, l'état d'urgence a été décrété en novembre 2015 suite aux attentats du Bataclan. Il n'a jamais été levé depuis puisqu'une bonne partie des dispositions de l'état d'urgence sont entrées dans la loi. En 2020, l'état d'urgence sanitaire a pris la relève et certaines de ses dispositions vont elles aussi rentrer dans la loi ordinaire. Depuis deux ans maintenant nous ne sommes plus gouvernés par un conseil des ministres



mais un « comité de défense ». La surveillance des citoyens s'est considérablement accrue avec les confinements, obligation du port du masque, passe sanitaire puis vaccinal. Si Hollande, au nom de l'état d'urgence avait sévèrement restreint le droit de manifester, notamment à l'encontre des manifestations contre la « loi travail » en 2016, Macron à ce titre est monté de plusieurs cran : la répression des Gilets Jaunes fut sans équivalent en Europe. Et l'accueil des convois de la liberté par les blindés du préfet Lallement, indique que nous sommes à présent dans un régime beaucoup plus autoritaire.

Aujourd'hui, il y a une résurgence des fascismes parce qu'il y a une grande crise qui est là et qui menace de prolétarianiser les travailleurs en Europe et dans une grande partie du monde. Et en face, il n'y a pas de réponse claire et évidente de la gauche pour reprendre l'avant-garde de l'action des masses. Les partis de gauche comme le syndicalisme de lutte, se sont dilués dans un nombre de revendications

moyennes, gérables, mais distinctes du problème central qu'est la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

Je cite Bertolt Brecht : « Le fascisme n'est pas le contraire de la démocratie, mais son évolution par temps de crise ». Nous l'avons déjà écrit en 2017, il faut le répéter aujourd'hui à l'aube d'élections politiques : Nous ne faisons pas passer la frontière de l'inacceptable entre l'extrême-droite et le reste de l'échiquier politique. Le régime de Macron est inacceptable, il n'est que la continuité de celui de Hollande, de Sarkozy et de leurs prédécesseurs. Il n'a pas de différences de nature entre le despotisme de Macron et le programme de Le Pen, seulement des différences de mesure. Hier, depuis un arc allant de Valls à Le Pen, comme aujourd'hui avec Macron, on désigne des boucs émissaires : l'immigré, le Rom, le chômeur, l'assisté social, celui qui n'est rien, le retraité nanti, le fonctionnaire, le cégétiste fainéant, etc. Seulement des différences de mesure... Bien sûr, Le Pen au pouvoir, ce serait une répression plus forte, basée sur le racisme, la xénophobie, la chasse aux communistes et aux syndicalistes. Mais n'oublions pas Camarades, Macron au pouvoir, ce sont onze morts, les yeux crevés et les mains arrachées dans les manifestations, c'est l'ultra-violence des fins de droits anticipés pour les chômeurs, c'est l'impunité pour le licenciement brutal et sans justification, c'est la pauvreté pour des millions de retraités, c'est le salaire de misère pour les jeunes qui pédalent à livrer des pizzas, et l'arrêt des allocations logement. C'est aussi la monstrueuse réforme de l'assurance chômage avec plus d'un million de personnes qui ont vu leurs droits baisser drastiquement, en moyenne de 17 %, et jusqu'à 40 % pour les 400 000 personnes les plus précaires, en pleine crise sanitaire.

Macron au pouvoir, c'est la continuité et l'accélération de l'impitoyable inhumanité du monde dans lequel nous vivons. La violence des riches est une violence inouïe, qui brise des vies, qui atteint les gens au plus profond de leur corps, de leur estime, de leur fierté du travail. Pour les travailleurs et les travailleuses que nous sommes, piloter les bijoux industriels que sont nos installations et nos sites, c'est faire un travail de précision. Dans tous nos secteurs, c'est par nos savoir-faire patiemment accumulés, par nos qualifications mises en mouvement que se fait jour le miracle de répondre aux besoins énormes d'une société telle que la nôtre. Casser tout cela, comme le fait la bourgeoisie, est une violence objective, qui n'est ni sournoise ni cachée, qui n'est jamais pas relayée comme telle ni par les politiques, ni par les chiens de garde des médias.

Je cite le philosophe communiste Paul Nizan, mort en 1940 : « **Travaillant pour elle seule, exploitant pour elle seule, massacrant pour elle seule, il est nécessaire pour la bourgeoisie de faire croire qu'elle travaille, qu'elle exploite, qu'elle massacre pour le bien final de l'humanité. Elle doit faire croire qu'elle est juste. Et elle-même doit le croire. M. Michelin doit faire croire qu'il ne fabrique des pneus que pour donner du travail à des ouvriers qui mourraient sans lui.** »

Ainsi les mensonges et les thèmes portés par l'extrême droite ont été encouragés tout au long du quinquennat, sur un terreau de pauvreté qui a augmenté.

Oui, Camarades, la pauvreté augmente en France ! Septième puissance économique mondiale ! Près de 12 millions de Français vivent aujourd'hui en-dessous du seuil de pauvreté. Ce sont 80 millions en Europe selon l'OIT, et 41 millions aux USA. Celui-ci est défini très précisément. En revanche, il n'existe pas de « seuil de richesse ».

Les riches vivent dans un monde parallèle qui parasite le monde réel. Seules 445 personnes font partie des conseils d'administration des entreprises du CAC 40. Bernard Arnault, propriétaire de LVMH, en tête du palmarès des grandes fortunes Françaises, possède 370 fois la fortune du 500^{ème} de ce classement. Et le 501^{ème} est encore très riche ! Comparons : le Smic à 1270 euros net, le revenu médian à 1600 euros, les bons salaires autour de 3000 euros, et même si on inclut les salaires allant jusque 10 000 euros, on est toujours dans un rapport de 1 à 10 entre ces bas et hauts salaires. Par comparaison, la fortune des plus riches est un puits sans fond.

Le bilan du président des riches, c'est une régression générale pour notre classe. Systématique, méthodique, elle a été terrible comme le montre un indicateur crucial, celui de la mortalité infantile : elle recommence à croître depuis 2015 après des décennies de baisse. Autre indicateur : l'espérance de vie en bonne santé, elle, baisse. Notre pays a régressé sur le plan des libertés publiques, comme l'ont montré la violente répression du mouvement des Gilets jaunes, le fichage généralisé des opinions politiques, religieuses et syndicales des citoyens, validé en Conseil d'Etat l'an dernier, et la gestion autoritaire de la pandémie de Covid-19. Les inégalités ont persisté ou se sont accrues, avec le cas notable des inégalités entre les femmes et les hommes, qui sont les plus universelles et les plus structurantes de nos sociétés, y compris en France. Les femmes sont en première ligne des inégalités à cause d'un système économique injuste et sexiste qui les cantonne dans des pans de l'économie les plus dévalorisés et les plus précaires. Sans parler des discriminations et des violences subies dans la sphère professionnelle et privée. Capitalisme et patriarcat se combinent pour renforcer conjointement l'oppression des femmes.

Par ailleurs, la crise du Covid montre les plaies béantes des politiques Capitalistes de ces dernières années, dans les secteurs de la Santé. Ces secteurs sont présents dans notre fédération, les laboratoires d'analyse médicale, les officines de pharmacie qui s'ajoute au secteur hospitalier en manque criant d'effectifs et d'investissements. Il ne fait pas bon tomber malade aujourd'hui en France, c'est la conséquence de l'étranglement du financement de la Sécurité sociale par la baisse drastique des cotisations sociales. Quand on dit à la FNIC-CGT que les rémunérations de type intéressement et participation posent un problème parce qu'elles ne sont pas soumises à cotisations, on ne fait pas dans le dogmatisme, mais bien dans le pragmatisme !

Avec un système de santé à l'agonie, Macron et sa bande ont navigué à vue et imposé comme seule réponse, le vaccin non-obligatoire dans la loi, mais obligatoire dans les faits, avec le passe sanitaire puis vaccinal. La gestion en a été catastrophique, combien de vie une autre politique aurait-elle épargnée ? Des dizaines de milliers sans doute, voire davantage quand on voit par exemple les résultats obtenus en Chine ou à Cuba.

Les mesures imposées contre le Covid-19 ont par ailleurs suscité des modifications de comportement qui vont renforcer la mondialisation : Télétravail, achat à distance, divertissement en ligne, etc. Amazon et Netflix sont les grands gagnants du confinement. Le souci et la préservation de soi priment sur la vie sociale qui n'existe plus guère que virtuellement. Cela a renforcé l'individualisme et cette évolution nous touche aussi car le syndicalisme est une activité sociale.

Sur le plan économique en France, des pans entiers de l'industrie ont été sacrifiés avec Suez, Alcatel, Alstom, Lafarge, Chapelle-Darblay, et de nombreuses entreprises dans le caoutchouc, dans la chimie comme aujourd'hui le dossier Ferropem Chateaufeuillet, pourtant leader du silicium pour lequel la demande est énorme. Dans le même temps, le banquier de l'Élysée se permet d'annoncer une baisse exceptionnelle du chômage. Bien sûr pour une bonne part, cette baisse n'est que la compensation de la hausse vertigineuse précédente, causée par les décisions des patrons de faire payer le risque issu de la pandémie, non pas aux actionnaires, mais aux fonds publics déversés sans contrôle, avec entre autres le chômage partiel. Mais ajoutons qu'en un an, le nombre de radiés de Pôle emploi a bondi de +45%, et la réforme de l'assurance chômage, entrée en vigueur en octobre, est en train d'empirer la situation. Enfin les travailleurs ne se répartissent pas entre deux catégories aux frontières étanches, détenteurs d'un emploi d'un côté, privés d'emploi de l'autre. On passe d'une catégorie à l'autre de manière continue, en passant par les différentes formes de précarités, et les auto-entrepreneurs qui sont souvent des chômeurs qui ne disent pas leur nom, etc. Nous sommes entraînés de passer d'une société de pauvres sans emplois à une société de pauvres avec emplois.

Pour les riches et les propriétaires d'entreprises, le bilan est différent : suppression de l'impôt sur la fortune, instauration du prélèvement forfaitaire unique favorable au Capital, ouverture des vannes des aides publiques aux entreprises, avec le « quoiqu'il en coûte », ce qui a fait exploser la « dette publique ». 100% des groupes du CAC40 ont bénéficié des milliards d'aides publiques. Ces groupes ont gavé leurs actionnaires et dans le même temps, licencié des milliers de salariés. Les multiNationales du médicament ont réalisé des profits fabuleux sans qu'à aucun moment, le risque pour elles de les voir confisqués ne soit seulement évoqué par le champ politique. Certains responsables politiques ont bien grogné quelques semaines sur l'illégitimité des brevets sur les vaccins, mais vite Pfizer, Moderna, Astrazeneca et les autres ont réalisé que cela n'était que des coups de menton destinés à répondre à la populace, et ils ont continué de se remplir les

poches.

Du point de vue environnemental, le bilan est également catastrophique. En France, les 63 plus riches polluent autant que 50% des ménages. La question climatique est dans tous les esprits, même si cela n'est qu'un aspect des questions environnementales. Le dernier rapport du GIEC alerte qu'en matière climatique, on peut s'attendre à des effets plus étendus que prévu, parfois irréversibles. La sauvegarde de la biodiversité et des écosystèmes est fondamentale pour un développement limitant le réchauffement climatique. J'ajoute que l'environnement, ce n'est pas « que » le CO2. Quelques exemples : La moitié de la pollution de l'air dans les villes, provient des particules fines arrachées par les pneus au revêtement routier. Malgré cela, rien n'est fait pour aménager le territoire différemment. Les terres rares indispensables à nos smartphones sont extraites en Chine avec un niveau épouvantable de rejet de polluants. L'extraction de l'uranium au Niger, ou du Lithium dans les carrières en Bolivie se fait moyennant des atteintes terribles à l'environnement. Enfin, au-delà des rejets, la question de l'utilisation des ressources naturelles se pose : les ressources fossiles ne se limitent pas qu'au pétrole, au charbon et au gaz, comme le croient apparemment une bonne partie des associations écologistes.

Il y a aussi le sable indispensable pour la construction, pour la fabrication du verre, également de nombreux métaux comme le cuivre, le zinc et l'or, le sélénium pour les semi-conducteurs, le lithium pour les batteries, etc. Ces ressources sont finies mais l'accumulation Capitaliste, infinie. Pour pouvoir nous demander si nous devons laisser ou pas ces ressources dans le sol, demandons-nous déjà pour quoi faire elles sont extraites aujourd'hui. Ce n'est pas pour répondre aux besoins, mais pour générer des bénéfices.

A l'inflation des profits s'est ajoutée l'inflation des prix, du jamais vu depuis quarante ans. Les prix de l'énergie, dont dépendent tous les autres ou presque, ont explosé ces derniers mois, et continuent d'augmenter. Le prix du litre d'essence, du mètre cube de gaz ou du kWh n'ont jamais été aussi élevés. Cela impacte les consommateurs que nous sommes, mais aussi l'industrie : Nyrstar, la dernière raffinerie de zinc en France, est à l'arrêt. Les industries électro-intensives comme Aluminium Dunkerque, ou Trimet à Saint-Jean de Maurienne sont aussi touchées. D'autres exemples existent.

L'inflation combinée au niveau des profits a généré de nombreuses luttes dans le monde et en France. Je veux citer l'admirable lutte des paysans indiens qui ont obtenu après des mois l'abrogation de la loi agricole ultralibérale de Modi. Celle de nos Camarades d'EDF qui ont eu la peau du projet Hercule qui visait à démanteler leur entreprise. Je n'oublie pas la lutte de nos Camarades de la centrale de Gardanne qui sont en passe d'obtenir une victoire historique, après trois ans de combat, pour maintenir un site industriel de production énergétique, face à une direction inflexible et en dépit de l'absence totale de soutien confédéral.

Les luttes pour les salaires dans nos champs professionnels, il y en a eu quasiment partout, pour certains, c'était la

première fois depuis longtemps, je ne vais pas citer les innombrables groupes et entreprises où ces grèves se sont produites, je ne voudrais pas en oublier, Camarades.

La Fédération avait appelé fin 2021 à trois journées de convergence sur les salaires, séparées chacune de deux semaines. Si elles ont été bien suivies dans certains secteurs comme par exemple le caoutchouc, elles ont servi à amalgamer les colères qui ont pu se manifester par ailleurs à des dates différentes, peu importe. En général, le succès a été au rendez-vous avec systématiquement, la dignité retrouvée des travailleurs et des travailleuses chaque fois qu'ils sont actrices et acteurs et de leur destin durant ces moments démocratiques que sont les grèves.

Ces luttes donnent confiance à notre capacité à mobiliser notre classe sociale, dès lors que dans la tête des militants et militantes, on est convaincu du bien fondé du combat et d'une probabilité raisonnable de victoire.

Le long constat que je viens d'évoquer dessine un tableau pointilliste, de l'endroit où chacun et chacune d'entre nous se trouve, nous ne voyons que quelques pixels de la situation et pour apprécier le tableau général, nous devons prendre du recul.

Tous les aspects que nous vivons dans l'entreprise, dans notre vie quotidienne s'inscrivent dans un schéma général de société, dicté selon une règle, le rapport social Capitaliste. Limiter l'action que nous entreprenons à aménager ce schéma dans un sens moins pénible pour la classe des travailleurs, c'est se mentir à soi-même sur la portée de notre activité. Aménager le système, à savoir obtenir par la lutte de meilleurs salaires, des conditions de travail moins pénibles, une retraite moins tard et mieux payée, préserver les emplois, etc. tout cela se nomme réformisme et je le dis clairement, cela est utile aux travailleurs car cela améliore leur sort parfois de manière décisive. Trouver des moyens de ne pas glisser sur une planche savonneuse pareillement est utile mais inexorablement, la force gravitationnelle s'applique et au final, on dépense son énergie à cela au lieu de faire une chose beaucoup plus efficace qui est de redresser la planche. En l'occurrence, redresser la planche, ça signifie pour notre classe la conquête du pouvoir de décider pour et par nous-mêmes.

Que voulons-nous faire, c'est la question, c'est le choix politique auquel on répond dans nos statuts par la phrase « **la CGT est une organisation de transformation sociale** ». Transformer signifie former autre chose et non ripoliner en permanence la forme initiale.

Constituer et faire vivre au réel une organisation révolutionnaire, c'est mettre tout en œuvre pour redresser la planche savonneuse, même si les étapes intermédiaires sont nécessaires, même s'il nous faut en permanence rester debout sur cette planche, il ne faut pas confondre les étapes et la destination finale.

Cette réponse, cet objectif, la Confédération générale du travail, en tant qu'organisation Nationale

interprofessionnelle, l'a occultée pour finir par l'oublier.

Nous l'avons dit et partagé maintes et maintes fois, si on poursuit bien cet objectif, alors la stratégie confédérale est défailante. Etant donné qu'elle est maintenue depuis maintenant vingt ans au moins, on ne peut plus considérer qu'il s'agit d'une erreur, d'une faute politique mais d'un choix bien assumé : L'objectif de la CGT, organisation Nationale interprofessionnelle, n'est plus de transformer la société et donc, d'abattre le Capitalisme. La CGT est devenue autre chose que ce qu'elle était quand personnellement, je m'y suis engagé voilà presque trente ans.

Ce changement majeur, ce bouleversement non-avoué a été réalisé progressivement, il continue de se produire dans la perspective du futur congrès confédéral dans un an.

Le problème, c'est qu'il a été réalisé sans débat. La CGT est aujourd'hui une organisation réformatrice, partie intégrante du système Capitaliste, les gilets jaunes ne s'y sont pas trompés.

Le prochain congrès de la CGT sera un congrès d'où devra sortir une orientation de lutte de classes et une direction pour la mettre en

œuvre. Cela veut dire des changements concrets et non cosmétiques, et encore moins des changements donnant lieu à une révolution de palais. Il y a aujourd'hui des débats au niveau des Confédérationns dont nos Syndicats sont pas informés, comme les discussions sur la recomposition du syndicalisme en France, donnant lieu à des alliances structurés, voire des projets de fusions avec d'autres Syndicats comme la FSU, Solidaires. Diluer la CGT dans tout ça serait porter un coup fatal au syndicalisme de classe dans notre pays et donc, désarmer le mouvement ouvrier.

Cette évolution, décentrage, droitisation, changement de nature, on peut l'appeler comme on veut, a eu des conséquences à tous les niveaux de l'organisation. L'institutionnalisation en est un aspect. Combien de Syndicats, de militants, donnent priorité aux réUnions d'instances, aux élections professionnelles, aux négociations avec les patrons ? Gagner les élections professionnelles, c'est trop souvent aujourd'hui un objectif et non un moyen pour obtenir, justement, des moyens pour l'action syndicale. Nous aurions dû être débordés par les inscriptions de Syndicats à ce congrès, à l'inverse nous avons dû mettre en place un plan de travail pour convaincre de son intérêt. Bien sûr je suis conscient de le dire à justement les Camarades qui sont présents et donc, convaincus.

Le syndicalisme rassemblé est une autre conséquence de cette dérive de la CGT. On râle souvent quand on voit des appels à la mobilisation : Pour les cheminots, le 5, le service public le 7, la santé le 12, les transports le même jour, mais pour des revendications différentes, etc. Ces dates ne sont que des exemples au hasard pour être compris. En l'absence de coordiNation des luttes au niveau interprofessionnel, il est logique que chaque profession cherche des formes d'action et des processus, sans se préoccuper et sans attendre les autres champs professionnels, mais en se rapprochant des

autres Syndicats de ce même champ professionnel. Cela donne des processus dispersés, limités à aménager ce qui est aménageable, en aucun cas cela n'amène la convergence des luttes qui sont comme les frites de la pub, plus on en parle et moins on en fait.

Notre fédération a, de longue date, exigé un débat sur la stratégie des luttes, au Comité Confédéral National, le parlement de la CGT réunissant les secrétaires généraux de fédérations et d'Unions départementales. En vain. D'autres organisations de la CGT faisant leur propre chemin dans l'analyse de notre façon de fonctionner à la CGT, nous ont rejoint sur ces positions et sont plus nombreuses aujourd'hui qu'hier. Un certain nombre sera présent dans notre congrès.

La bonne nouvelle mes Camarades, c'est que tout le chemin parcouru dans la CGT dans un sens, le mauvais, peut être parcouru à l'envers, le bon. La méthode à appliquer pour retrouver une CGT qui soit à la hauteur des enjeux de la période paraît même assez simple.

Il nous faut d'abord abandonner le dogme du syndicalisme rassemblé qui prétend faire agir des coalitions complètement disparates, pour les mêmes objectifs. Mais je viens de dire qu'il ne fallait pas confondre étape et objectif. Combien de Confédérationns syndicales ont pour objectif la transformation de la société donc, d'abattre le Capitalisme ? Zéro. Au contraire, il nous faut chercher l'unité d'action des travailleurs et des travailleuses sur un cahier revendicatif bien identifié. Et quel peut être ce programme revendicatif qui attire et mobilise ensemble, les salariés du public, de la santé, des transports, de l'enseignement, de l'industrie, du commerce, des services, etc. ? C'est nécessairement un programme interprofessionnel. Ce n'est pas l'addition des programmes professionnels car quand une profession, par exemple les routiers, obtient des avancées, ils sortent de la mobilisation et c'est logique. Il s'agit donc d'un programme interprofessionnel, qui par ailleurs existe, et qui s'appelle le projet de société CGT.

Ce projet revendicatif est aussi celui de notre fédération. C'est celui soumis au débat du Congrès. Nous avons une particularité dans notre fédération, c'est de regrouper des Conventions Collectives et des secteurs assez différents, et cela depuis le début de son histoire. Dans ces conditions, le travail revendicatif fédéral a toujours dû prendre cela en compte, de manière à concilier et à construire des revendications qui puissent être communes entre par exemple, les travailleuses et travailleurs des officines de pharmacie, du caoutchouc et du pétrole. Notre programme revendicatif fédéral est par nature interprofessionnel. La grille fédérale par exemple, pourrait s'appliquer sans problème au secteur de la métallurgie, de l'agro-alimentaire et même du service public ou de l'enseignement. Nous n'avons aucune prétention à dire que nous sommes les meilleurs et que nous avons pensé à tout, simplement notre structure propre nous fait naturellement pencher vers l'interpro.

Dans ce sens, nos fiches revendicatives sont reprises

par d'autres fédérations et Unions départementales, comme base de réflexion pour construire leurs propres revendications. Je connais une Union départementale dont le document de congrès est en grande partie repris sur nos fiches revendicatives. De même pour notre communication, celle-ci est largement utilisée bien au-delà de nos champs professionnels, dans les Unions locales, dans les fédérations. Là encore, aucun satisfecit, c'est comme cela que doit être la CGT, la réflexion des uns servant à d'autres et les échanges devant permettre d'enrichir nos analyses et surtout, notre activité de lutte, car pour paraphraser notre Camarade Karl Marx, l'important n'est pas d'interpréter le monde, mais de le transformer.

Les réflexions, orientations et décisions de ce congrès ne sont donc pas un débat pour se faire plaisir, c'est un travail crucial pour chaque syndicat et plus largement.

A partir d'un programme revendicatif interprofessionnel bien construit et partagé, mobiliser le monde du travail sur l'objectif, c'est d'abord mobiliser les militants et militantes de la CGT pour construire puis élargir un processus de mobilisation conjoint entre professions et entreprises d'un même bassin d'emplois. Je ne dis pas que cela est facile à faire. Je dis que c'est nécessaire. C'est notre identité, notre raison d'existence. Et pour avoir cette CGT-là, une CGT de combat sans concession, il nous faut nous poser la question de nos modes d'action à tous les niveaux de l'organisation, à la fédération et dans les Syndicats. Mettre en avant ce programme revendicatif, appliquer et impulser cette stratégie suppose une équipe à la tête de la Confédération Générale du Travail qui soit apte et volontaire pour le faire, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, c'est à ce jour l'analyse de la direction fédérale de la FNIC-CGT. Nous devons donc débattre de ce qu'il convient de faire dans ce cadre, pour toute notre fédération et je le répète, en posant le sujet à tous les niveaux à partir des Syndicats.

Il nous faut construire depuis le lieu de travail la confédéralisation, la solidarité interprofessionnelle dont on a besoin, d'autant qu'elle a régressé. Notre conception du syndicalisme s'est construite là-dessus. Aujourd'hui ce rapport stratégique s'est délité. C'est le cas par exemple dans le rapport à la Confédération dont nous attendons autre chose qu'une distance avec les organisations de la CGT. Il y a des devoirs et des droits pour tout le monde dans la CGT et nul ne saurait être dispensé de les assumer, à commencer par la direction confédérale. La Confédération doit être utile au combat de classe et par conséquent à toutes les structures de la CGT. Mais par-dessus tout parce que nous devons tous être au service de la construction des luttes depuis le lieu de travail, car c'est là que l'affrontement de classes est décisif, là que se noue la contradiction Capital/travail. Dans ce sens, le rôle des Unions locales est indispensable et devrait, avec les Syndicats d'entreprise, être notre bras armé pour ce combat. Cela exige une mise en commun, une mutualisation, une implication réciproque.

Pour terminer ce rapport, j'en viens à **l'appel à l'action du 31 mars**. La fédération a lancé un appel à la grève le 31 mars.

Cette date n'est pas une date saute-mouton supplémentaire. A l'origine, la fédération CGT des services publics a lancé cette date « seule CGT » dans le champ professionnel des territoriaux, ce qui n'est pas si courant. Les cheminots ont décidé de décaler leur manifestation Nationale du 17 mars pour la mettre au 31 mars, même si apparemment la réponse de leurs Syndicats reste, à ce jour, en deçà des objectifs fédéraux. Les fédérations des organismes sociaux, du commerce, de l'énergie et bien sûr, la FNIC ont décidé d'appeler le 31 mars.

Le but est bien entendu d'imposer le « social » dans la campagne électorale présidentielle. Mais c'est aussi se donner confiance, pouvoir compter les uns sur les autres pour aller plus loin. Le 31 mars, c'est peut-être le début d'un processus qui nous amènera à l'objectif que j'évoquais tout à l'heure. En ligne de mire, on doit envisager des rassemblements ou des initiatives à l'issue des présidentielles car, quel que soit celui ou celle qui sera élu, les mauvais coups sont quasiment assurés et il s'agit de poser un ultimatum au pouvoir bourgeois en leur disant : bougez une oreille et vous aurez l'économie à feu et à sang à la rentrée de septembre, et si nécessaire, avant. Nous devons nous projeter dans un processus et dans le temps long. Mais pour monter l'escalier de la mobilisation, il faut déjà monter la première marche et se donner confiance. Cela ne peut se faire que par une prise en compte massive de cet appel du 31 mars d'abord par nos Syndicats, et les travailleurs et travailleuses de nos secteurs.

Les débats stratégiques doivent donc être basés sur la réalité, cette réalité étant un mélange de l'état d'esprit des salariés et de la volonté des militantes et militants à agir sur le réel.

Chers Camarades, j'ai beaucoup parlé. Je demande votre indulgence si j'ai oublié certains aspects, la vocation d'un tel rapport n'est pas d'exposer le bilan d'une mandature, ce qui sera fait au prochain congrès de notre fédération dans deux ans, mais d'éclairer les grands enjeux de la période et des débats qui doivent dorénavant être les nôtres.

Un dernier mot : dans ce congrès, il n'y a pas celles et ceux qui savent et celles et ceux qui écoutent. Chaque intervention, même courte, même sur une situation particulière dans un syndicat ou une entreprise est la bienvenue et intéressante. Nous sommes entre Camarades et donc, bienveillants les uns avec les autres. Engageons les débats entre nous, avec nos têtes comme avec nos tripes. Inscrivez-vous pour intervenir et nous enrichir de votre expérience, de vos réflexions, de vos critiques.

**Place au débat,
à la fraternité
et à la sororité.**